

Ian Proud : les récits de l'OTAN s'effondrent, les politiques restent les mêmes

Ian Proud est un ancien diplomate britannique, ayant occupé plusieurs fonctions, notamment celle de conseiller économique à l'ambassade du Royaume-Uni à Moscou entre 2014 et 2019. The Peacemonger : <https://www.youtube.com/@IanProud> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le Pr Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Pr Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Nous recevons aujourd'hui Ian Proud, diplomate britannique de mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf à deux mille vingt-trois. Il a notamment été conseiller économique à l'ambassade britannique à Moscou, de deux mille quatorze à deux mille dix-neuf. Il y était notamment chargé de superviser les sanctions, un sujet également au cœur de notre discussion aujourd'hui. Alors, bon retour dans l'émission.

#Ian Proud

C'est bon de vous revoir, Glenn.

#Glenn

Alors oui, c'est un plaisir de vous voir. Et, eh bien, je voulais commencer aujourd'hui par un article que vous avez écrit. Sans trop simplifier, je crois que votre thèse est que la Grande-Bretagne a son propre État profond. Une bureaucratie permanente, ou une sorte de bloc, qui a pris le contrôle de sa politique étrangère. Et encore une fois, vous avez été diplomate britannique, donc c'est un éclairage intéressant. Je me demandais si vous pouviez développer votre argument.

#Ian Proud

Oui, merci, Glenn. Écoutez, chaque État, chaque nation dispose, globalement, d'une fonction publique permanente. Elle sert à assurer le travail quotidien d'élaboration des politiques publiques et à conseiller les ministres. Et il y a toujours une tension entre cette stabilité, avec l'inertie qu'elle entraîne, la réticence à emprunter de nouvelles voies, à évaluer les performances, et un manque

général d'efficacité dans le système. Cette inertie est compensée par l'énergie et le dynamisme qu'apportent les responsables élus lorsqu'ils arrivent comme ministres ou Premiers ministres, pour introduire de nouvelles idées et définir une stratégie claire, afin que les agents permanents travaillent à sa mise en œuvre. Mais, au final, toute politique étrangère devrait être menée par les personnes que nous élisons pour nous gouverner, n'est-ce pas ?

C'est bien ça, le principe. C'est pour ça qu'on les élit. On les élit parce qu'ils ont certains projets, certaines politiques et certaines stratégies. Et on les élit parce qu'on pense que leurs projets et leurs stratégies sont meilleurs que ceux des personnes qui étaient au gouvernement avant eux. C'est ça, le principe. Mais le problème, dans le système britannique, c'est que ces ministres changent très souvent. Vous savez, nous avons eu sept Premiers ministres depuis deux mille quatorze. Nous avons eu onze ministres des Affaires étrangères depuis deux mille quatorze. Si vous comparez cela à la Russie, elle a eu un seul président et un seul ministre des Affaires étrangères depuis deux mille quatorze. Cela veut dire que, quand de nouvelles personnes arrivent, les fonctionnaires permanents voient bien qu'elles ne resteront pas très longtemps. Et ils font tout pour, en quelque sorte, attendre qu'elles passent, et pour entraver leurs tentatives d'introduire une nouvelle stratégie, de nouvelles idées, et ainsi de suite.

C'est là qu'apparaît cette idée d'État profond. Je veux dire, l'État profond existe lorsque les responsables élus n'ont pas vraiment le pouvoir d'influer sur ce que font les permanents. Ils sont impuissants au sein du système. Et, par conséquent, l'État profond pilote des domaines tout à fait cruciaux, comme la politique étrangère : la politique qui consiste à ne pas parler à la Russie, mais à parler de la Russie ; la politique qui consiste à soutenir les Américains jusqu'au bout, parce que nous avons peur d'entretenir une relation indépendante avec les États-Unis. L'État profond évolue, en quelque sorte. Et, bien sûr, l'État profond ne se limite pas au personnel permanent. Il s'infiltre aussi dans les médias traditionnels, parce que ces médias sont remplis de gens qui ont beaucoup d'expérience et d'expertise, puisqu'ils étaient au gouvernement, dans l'État profond.

Et ils recyclent plus ou moins ce que l'État profond veut qu'ils disent. L'exemple classique, si tant est qu'on puisse le qualifier de journaliste, c'est Hamish de Bretton-Gordon, dans le Daily Telegraph. Il produit toutes sortes de choses étranges et merveilleuses. Rien de tout cela n'est vrai. Mais on voit clairement l'empreinte du bâtiment principal du ministère de la Défense dans tout ce qu'il dit sur la guerre en Ukraine. Voilà comment ça fonctionne. Nos responsables élus sont, en pratique, devenus impuissants. Andy Burnham est arrivé comme nouveau Premier ministre, le septième. Il n'a rien dit de radicalement différent de ce que disaient ses prédécesseurs. Tout le monde sait qu'au mieux, il restera en poste trois ans. Et, dans ces conditions, il est très difficile de changer quoi que ce soit, en particulier notre politique désastreuse à l'égard de la guerre en Ukraine.

#Glenn

Eh bien, je suis heureux que vous ayez évoqué la guerre en Ukraine, parce que la Grande-Bretagne, tout comme l'Allemagne, la France ou beaucoup d'autres pays européens, donne l'impression que l'

Ukraine est devenue l'unique sujet de sa politique étrangère. Autrement dit, tout est organisé autour de cette question, au point que cela détourne même l'attention de la politique intérieure. Les dirigeants politiques, aujourd'hui, semblent ne regarder que la guerre en Ukraine, ce qui, là encore, façonne leur vision d'ensemble. Alors, comment cet État profond, ou ce « blob », ou cette bureaucratie permanente, influence-t-il la diplomatie britannique dans cette guerre ? Car cela conduit aussi à un affaiblissement de la diplomatie. Je pense que ce n'est pas seulement le cas de la Grande-Bretagne : tous les Européens ont connu une réduction radicale de leur activité diplomatique. Et comment cela affecte-t-il leur capacité à, disons, corriger leur trajectoire ou changer de politique ?

#Ian Proud

Eh bien, la première chose que je dirais, c'est que lorsque je travaillais dans le service diplomatique, ce sont toujours les ministres qui prennent les grandes décisions. Ils rencontrent les gens, ils discutent des sujets les plus difficiles quand ils le peuvent, et ils trouvent un moyen de sortir de la réunion avec quelque chose qu'ils peuvent accepter, et que leur interlocuteur peut accepter aussi. C'est la nature même de la diplomatie. Par définition, la diplomatie n'est jamais un jeu à somme nulle. Et dans un monde de plus en plus multipolaire, elle l'est encore moins aujourd'hui. Parce que nous devons reconnaître que tous nos interlocuteurs, y compris, bien sûr, les Russes, ont leurs intérêts. Nous avons les nôtres. Et nous n'obtiendrons jamais, lors d'une réunion, absolument tout ce que nous voulons.

La Russie n'obtiendra probablement pas tout ce qu'elle veut d'une réunion. Mais l'idée, c'est de trouver un terrain d'entente que les deux parties peuvent accepter et avec lequel elles peuvent vivre. Puis on avance, et on établit une relative stabilité, pour ne pas finir, en quelque sorte, par s'entretenir. Voilà, n'est-ce pas ? C'est ça, la diplomatie. La diplomatie se fait lorsque les grands acteurs se rencontrent, lorsque les présidents, les Premiers ministres, les ministres des Affaires étrangères se voient. C'est là que les grandes décisions se prennent, n'est-ce pas ? Bien sûr. Mais, vous savez, nous avons cessé de faire de la diplomatie. Je veux dire, la politique étrangère repose sur trois éléments : la diplomatie, l'espionnage et la puissance militaire. Ces trois éléments. Et nous avons beaucoup investi dans l'espionnage, surtout depuis le début de la crise ukrainienne. Nous n'avons évidemment pas beaucoup investi dans la guerre, même si nous en parlons énormément, avec cette menace imminente d'une invasion de l'OTAN par la Russie, vous savez, cette idée un peu fantasque. Mais ce dans quoi nous n'avons pas investi, c'est la diplomatie.

Et en fait, nous avons fait un choix. Et l'État profond a, dans une large mesure, fait le choix de ne tout simplement pas parler à la Russie, parce que la Russie aurait tort et que nous aurions raison. Eh bien, ce n'est tout simplement pas comme ça que fonctionne la diplomatie. Je veux dire, il n'y a pas de vérité absolue. La vision russe de la manière dont les choses se sont déroulées en Ukraine peut être radicalement différente de la nôtre. Mais la seule façon de mettre fin à ces conflits, ou mieux encore, de les empêcher, c'est de discuter et de convenir de ce avec quoi nous pouvons tous les deux vivre, afin que la situation ne dégénère pas.

Tout cela a complètement disparu de la carte depuis deux mille quatorze. Et bien sûr, comme nous avons eu tant de ministres des Affaires étrangères différents depuis deux mille quatorze, et tant de Premiers ministres différents, ils ne sont pas en mesure de rectifier le tir, parce que le système est déjà verrouillé. Ils arrivent, ils reçoivent leurs briefings. Vous savez, des gens très érudits, très haut placés, qui font ce travail depuis des lustres, qui connaissent la Russie mieux que quiconque, du moins c'est ce qu'ils disent, leur expliquent : « Eh bien voilà, vous savez, on a tout essayé, et c'est ce qu'il faut faire. Alors, continuez, s'il vous plaît. » Cet abandon de la diplomatie au profit de l'espionnage... Je veux dire, tout le monde fait de l'espionnage. Tout le monde s'espionne mutuellement. C'est une vérité immuable. C'est, en quelque sorte, l'un des plus vieux métiers : espionner les gens pour obtenir des informations. C'est ce que tout le monde fait, évidemment. Mais en réalité, cela devrait être un outil de l'art de gouverner, pas ce qui le dirige.

Vous savez, ce ne sont pas les espions qui devraient définir la politique, parce qu'ils ont tout intérêt à espionner davantage, à avoir davantage d'ennemis, vous voyez, contre lesquels on peut, en quelque sorte, lutter, afin de justifier leurs budgets. Et ce qui s'est passé au Royaume-Uni, c'est qu'en deux mille quinze, après le début de la crise ukrainienne, l'unité Russie, l'unité interministérielle sur la Russie, basée au ministère des Affaires étrangères, a été placée sous une forme de direction conjointe avec le service de renseignement britannique. Et à partir de ce moment-là, on peut vraiment dire qu'ils ont eu la main sur la définition des politiques à suivre. Les diplomates partageaient, en quelque sorte, la responsabilité et la direction de l'unité. Mais il est clair que les sujets plus durs, plus typiques de l'espionnage, plus attrayants aussi, ceux auxquels les ministres aiment penser et sur lesquels les journalistes aiment écrire, ont très largement pris le dessus.

#Glenn

Tous ces films de James Bond ont peut-être eu un effet regrettable. Mais je me demandais : comme vous l'avez dit, la diplomatie n'a pas vraiment joué un grand rôle depuis deux mille quatorze. Et, en effet, on a l'impression qu'on ne voulait pas lui en donner beaucoup, qu'il valait mieux chercher la victoire. Mais comment voyez-vous ce processus depuis deux mille quatorze ? Au début, il y a eu ce gouvernement d'unité. Il a été écarté. Ensuite, nous avons eu les accords de Minsk. Ils n'ont pas été appliqués. Il y a eu l'accord d'Istanbul, lui aussi mal accueilli. Du moins, par la suite, Boris Johnson a écrit tous ses articles pour mettre en garde contre une mauvaise paix et plaider en faveur de la patience stratégique.

Et puis, il y a deux mille vingt-cinq, avec des Européens qui, vous savez, n'apportent pratiquement aucun soutien à ce que Trump essayait de négocier, ou aurait essayé de négocier, en Alaska. Mais j'ai entendu dire, oui, par un collègue, que, par exemple, le Premier ministre Rishi Sunak estimait que cette politique était arrivée au bout, qu'il fallait changer d'approche vis-à-vis de la Russie. Mais qu'en même temps, il avait plus ou moins reçu le message. On lui a dit : « Ce n'est pas comme ça qu'on

fait les choses. Nous avons déjà une ligne. » Et ensuite, il a en quelque sorte fait marche arrière. Mais avez-vous vu une difficulté à rompre avec les douze dernières années, marquées par un rejet, dans une large mesure, de la diplomatie ?

#Ian Proud

Le problème, c'est que l'une des raisons pour lesquelles nous sommes enfermés dans ce cycle, c'est que personne n'évalue l'efficacité de cette politique. Les gens s'enferment dans l'idée que c'est la bonne chose à faire, que ça fonctionne. Et les indicateurs qu'ils utilisent sont des indicateurs de moyens. Par exemple : nous avons imposé un certain nombre de sanctions contre la Russie, donc les sanctions fonctionnent, puisque nous avons sanctionné davantage de personnes. Personne ne prend vraiment du recul pour se demander : est-ce que les sanctions fonctionnent réellement ? Si l'on regarde, par exemple, l'objectif des sanctions — je ne dis pas que je suis d'accord ou non avec cet objectif — il s'agit, en quelque sorte, d'amener la Russie à cesser ses actions de déstabilisation en Ukraine, ainsi que ses atteintes à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine. Enfin, c'est l'objectif déclaré des sanctions dans le droit britannique.

Est-ce que cela a produit cet effet ? Manifestement, non. Est-ce que cela a affaibli l'économie russe ? Non, pas du tout. Je veux dire, cela a sans aucun doute modifié la structure de l'économie russe, mais la Russie s'est en réalité très, très bien adaptée. Est-ce que cela a réellement affecté notre économie ? Est-ce que cela a affecté les économies européennes ? Manifestement, oui. Voilà les questions qu'il faudrait se poser si l'on voulait évaluer sérieusement le succès des sanctions. Mais, évidemment, cette évaluation n'a pas lieu, parce que nous sommes tellement enfermés dans l'idée que nous avons imposé un volume important de sanctions, donc que les sanctions sont une bonne chose. Nous avons pris beaucoup de sanctions, et ainsi de suite. Et personne ne s'arrête pour examiner la situation et demander : est-ce que ça marche vraiment ? C'est pourtant ce que les ministres devraient faire. C'est le genre de questions que les ministres devraient poser à l'administration.

Eh bien, ça fait douze ans qu'on fait ça. Est-ce que ça marche ? Les gens ne posent pas cette question, et c'est ça, le problème. C'est pour ça que le statu quo perdure : parce que personne ne demande jamais : « Est-ce que ça marche ? » C'est fondamentalement pour ça qu'on se retrouve enfermés dans ce genre de choses absurdes... Et on le voit en Iran. On n'est pas obligés de parler de l'Iran aujourd'hui, mais enfin, c'est la même chose. Personne, à la Maison-Blanche, n'est capable de prendre du recul et de se demander sincèrement : qu'est-ce qu'on essaie d'accomplir, au juste ? Est-ce que ça marche ? Si on y met un peu plus de moyens, est-ce que ça marchera ? Si on fait un peu plus d'efforts ? Ou bien est-ce qu'il faut, en réalité, une autre approche ? Personne ne semble poser ces questions. Et c'est là le problème central. Personne n'évalue jamais si les politiques que nous adoptons fonctionnent ou non.

#Glenn

Eh bien, c'est aussi un problème avec la bureaucratie permanente. Il y a des gens qui se sont mariés à certaines politiques. J'ai toujours pensé que c'était la seule force de Trump : les États-Unis étaient sur une pente descendante, comme le montraient les sondages dans le pays. Tout le monde a le sentiment que les États-Unis sont sur la mauvaise voie, mais il est très difficile de s'en détacher. Alors, pourquoi ne pas prendre un immense perturbateur, qui n'est pas prisonnier des récits établis et qui a été capable de rompre avec, oui, avec les anciennes orientations ?

Bien sûr que non. Enfin... ou plutôt, il a fait certaines choses... Bon, avec la guerre contre l'Iran, malheureusement, il a rompu avec le principe précédent, vous savez, celui de ne pas s'engager sur cette voie insensée. Mais je voudrais vous demander : quel effet cela a-t-il, encore une fois, sur la diplomatie ? Vous savez, il s'agit aussi de se mettre à la place de l'adversaire. Enfin, je n'ai pas besoin de vous le dire, mais quel effet cela a-t-il sur la capacité à comprendre la Russie ? Je veux dire, on peut avoir tous les espions du monde, mais si l'on ne parle pas à l'adversaire, on apprend pourtant beaucoup simplement en échangeant avec lui. Et avez-vous le sentiment que, en Grande-Bretagne, la compétence concernant la Russie est en train de diminuer ?

#Ian Proud

Oui, cette capacité s'est érodée au fil des années. Et ce n'est pas seulement parce que, de manière générale, nos diplomates font vraiment mal leur travail. Je parle russe, j'ai réussi mes examens de russe. Mais beaucoup de diplomates qui partent travailler en Russie ne réussissent pas les leurs. Et en plus de ça, au Royaume-Uni, le système universitaire est en train de supprimer les cursus de langues étrangères, y compris le mandarin, l'arabe et le russe. Ce sont trois langues difficiles, mais prioritaires, vous savez, pour le service diplomatique britannique. Et cela, parce que les universités traversent une crise de financement. Je veux dire, il n'y a aucune approche réaliste des compétences dont on a besoin. Les compétences linguistiques ne sont qu'une capacité parmi d'autres. Mais, en réalité, comme vous le dites, elles constituent aussi une sorte de porte d'entrée vers la curiosité.

Vous savez, il faut avoir envie de parler aux gens dans une langue étrangère. Il faut être curieux de leur condition de vie, de comprendre pourquoi ils pensent comme ils le font, pourquoi ils agissent comme ils le font, et en quoi cela diffère de votre façon de penser et d'agir. Je veux dire, les langues vous ouvrent une porte vers tout cela. Mais si vous n'avez pas cette curiosité dès le départ, les langues ne suffiront pas à aller au bout du processus, vous savez, pour vraiment vous engager auprès des personnes avec lesquelles vous travaillez et les comprendre. Quand on est diplomate et qu'on travaille en Russie, on fait partie de la minorité. Vous savez, vous êtes un étranger dans un autre pays, où ce sont eux qui font les lois, qui fixent les règles. Vous devez respecter ces lois. Bien sûr que oui.

Mais en réalité, vous êtes là pour essayer de comprendre, vous savez, pourquoi l'État russe agit de cette façon. Que pensent les Russes ordinaires de l'orientation de la politique en Russie ? Quel est l'état réel de l'économie russe ? Est-elle aussi mal en point que le Daily Mail le laisse entendre au quotidien, en disant qu'elle va s'effondrer d'un instant à l'autre ? Vous êtes là pour obtenir des

éclairages honnêtes. D'une part, pour mieux comprendre les interlocuteurs russes avec lesquels vous échangez dans les ministères. Mais aussi pour que les rapports que vous envoyez à Londres soient de grande qualité et exacts. Ils doivent donner une vision fidèle, en quelque sorte non filtrée, de la situation sur le terrain. Il ne s'agit pas de marquer des points faciles en disant simplement à Londres ce qu'ils veulent entendre. Il s'agit de donner une impression honnête, dans la mesure de vos possibilités.

Et vous savez, si vous sortez et que vous allez sur le terrain, votre capacité à le faire s'en trouve évidemment améliorée. Donc, quand vous envoyez en Russie des diplomates moins qualifiés, qui ne parlent pas russe et qui ne s'efforcent pas de sortir de l'ambassade pour vraiment échanger avec les gens en Russie, alors, premièrement, l'influence qu'ils peuvent avoir sur les personnes avec qui ils parlent est réduite. Et deuxièmement, la qualité des rapports qu'ils renvoient à Londres baisse elle aussi. Et donc, en réalité, quand des rapports de mauvaise qualité alimentent la machine à Londres, ils sont davantage susceptibles de dire, en quelque sorte, ce que leur auteur pense que Londres veut entendre. Cela ne fait qu'accentuer tout l'effet de chambre d'écho. Vous avez donc une ambassade, mais elle reste en fait une partie de la chambre d'écho londonienne, si vous voyez ce que je veux dire.

#Glenn

Oui, eh bien, là encore, j'ai l'impression que c'est un problème plus large en Europe : l'absence d'évaluation honnête de la situation. Parce que je parlais souvent du principe que nos diplomates ou nos responsables politiques savaient plus ou moins ce qui se passait réellement en Ukraine, mais qu'ils essayaient, disons, de rallier l'opinion publique à leur discours pour pouvoir continuer cette guerre. Mais, comme me l'a dit un collègue au Parlement européen : « Non, non, non, ils y croient vraiment. » Par exemple, cet été, quand il y a eu cette grande campagne de relations publiques disant que l'Ukraine était en train de renverser la situation, qu'elle gagnait, qu'elle gagnait... ils le croyaient vraiment. Ils pensaient réellement qu'elle était en train de gagner.

Et c'est pour cette raison que, selon lui, ils sont eux aussi désormais en pleine panique. Autrement dit, ils ne savent pas quoi faire. Et on voit un peu la même chose aujourd'hui en Grande-Bretagne. Pas seulement, vous savez, au Parlement européen, où il y a de la panique. Mais si les gens suivent les médias britanniques, ils ont probablement vu, ces derniers jours, les déclarations de personnes comme Jacob Rees-Mogg. Il faisait remarquer qu'il est passé, en quelque sorte, de : « Ce n'est pas notre guerre », à : « C'est notre devoir de mourir dans la guerre contre la Russie. »

Et j'ai vu, lors d'un débat, quelqu'un soutenir que, vous savez, il faudrait peut-être suspendre l'habeas corpus parce que, eh bien, tous ceux qui avancent des arguments prorusses devraient probablement être enfermés. Et voilà, vous savez, c'est un peu la direction qu'on prend. Évidemment, ce n'est pas ce qu'on dit quand on se sent très sûr de soi. Donc, je pense qu'il est

désormais plus ou moins confirmé qu'il y a de la panique. Mais selon vous, quelle direction vont prendre les responsables politiques britanniques ? Parce qu'il ne semble pas vraiment qu'une guerre soit une option, ne serait-ce qu'au regard des capacités.

#Ian Proud

Eh bien, je pense que ce que nous voyons, c'est que le récit s'est complètement détaché de la réalité. Ce sont deux mondes totalement différents. Tout ce récit autour de la victoire, tout ce récit selon lequel la guerre serait inévitable, a fini par prendre sa propre vie. Et il est complètement déconnecté de ce qui se passe réellement sur le terrain. En Ukraine même, bien sûr, mais aussi de ce qui se passe au Royaume-Uni, et des liens entre les deux, avec des gens qui se sentent exclus du processus politique. On le voit aussi en Allemagne, on le voit en France, où les gens se sentent mis à l'écart parce qu'ils ont l'impression que leurs dirigeants politiques font des choses qui n'ont tout simplement aucun sens. Je veux dire, les gens ordinaires peuvent regarder la situation de la guerre en Ukraine et se dire : eh bien, tout cela n'a aucun sens.

Tout cela nous appauvrit. Tout cela nous fait nous sentir moins en sécurité. Nous nous sentons moins en sécurité parce que nos gouvernements nous disent chaque jour que nous allons devoir être mobilisés et aller mourir. Ça n'a aucun sens, parce que, enfin, pourquoi n'essaient-ils pas la diplomatie ? Je pense que, oui, je pense que la plupart, l'immense majorité des gens ordinaires, en Europe, partout dans le monde, très franchement, passent très peu de temps à penser à la politique étrangère. Au final, la politique étrangère commence et se termine chez soi. Et elle commence à toucher directement les gens ordinaires, qui disent : « En fait, cette politique étrangère est catastrophique, et nous voulons que nos gouvernements se concentrent sur la politique intérieure. »

Et je pense que la raison pour laquelle le désenchantement s'accélère, c'est que le récit évolue désormais dans une bulle complètement artificielle. Personne ne regarde la réalité en face. C'est l'un des grands mystères de la vie : l'Ukraine peut avoir, selon moi, son gouvernement le plus corrompu depuis la chute de l'Union soviétique. Et si je dis « le plus corrompu », c'est parce qu'en réalité, je pense que tous les présidents ukrainiens, depuis la chute de l'Union soviétique, ont été corrompus. Cela tient en partie au fait qu'ils ne se sont pas vraiment attaqués au pouvoir des oligarques, vous savez, durant cette période chaotique qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique. Pas besoin d'entrer dans tous les détails de ce qui s'est passé, mais ils ont tous été corrompus, à des degrés divers.

Pourquoi je dis que Zelensky est encore plus corrompu, le plus corrompu, en fait, c'est que la grande différence, c'est qu'on lui a donné trois cent cinquante milliards de dollars supplémentaires, vous savez, de l'argent des contribuables occidentaux. Donc, la somme d'argent qu'il peut, en quelque sorte, voler est tout simplement bien plus énorme que tout ce qu'ont pu avoir ceux qui l'ont précédé. Ce type, Pinchuk, qui a organisé la conférence YES — vous savez, « oui, donnez-nous plus d'argent » — s'est récemment acheté un nouveau superyacht gigantesque. Le nombre de Bugatti conduites par des Ukrainiens à Monaco... Enfin, apparemment, quelqu'un a dit que Kyiv était la troisième ville

au monde pour les ventes de voitures de luxe Bentley, en deux mille vingt-cinq. Donc, ce que je veux dire, c'est qu'en réalité, c'est un mystère que personne, en Occident, ne semble s'en soucier.

C'est un mystère auquel personne, en Occident, ne semble réfléchir. Vous savez, la « busification », et le fait que des gens ordinaires soient arrachés à la rue comme des chiens, puis envoyés au broyeur de viande. Vous savez, le Financial Times parlera des difficultés de la Russie en matière d'effectifs. Mais personne ne parlera de la « busification ». C'est un mystère. Par exemple, le fait que... Vous savez, des gens qui s'expriment honnêtement, comme Ioulia Mendel, soient sanctionnés par Zelensky et n'aient même pas le droit de prendre la parole au Parlement européen. Ils sont interdits de parole, alors même qu'ils ont été invités par des parlementaires.

C'est un mystère de voir que l'Europe traverse ce genre de crise énergétique. Elle est évidemment due en partie à la guerre en Iran, mais aussi au fait que l'Europe s'est elle-même privée de l'accès à une énergie russe bon marché. Et nous payons le gaz quatre ou cinq fois plus cher que les Américains et que d'autres régions du monde. Dans les capitales, ce n'est pas qu'on n'en parle pas. On dit plutôt : « Oui, mais avant, quand nous avions du gaz russe, c'était une dépendance. C'était mauvais, et nous ne pouvons pas être dépendants. Il vaut bien mieux payer le gaz cinq fois plus cher. » Et les gens disent : « Mais c'est absurde. » Donc, vous savez, la réalité et le récit officiel évoluent dans des sphères complètement différentes.

Et donc, ce récit s'est imposé. Et évidemment, l'État profond continue simplement de le propager. C'est dans son intérêt de le faire. Et bien sûr, comme je l'ai dit, je crois, à de nombreuses reprises, plus vous repoussez le problème, plus il devient important, ou brûlant. À un moment donné, vous allez devoir le prendre à bras-le-corps et dire aux gens qu'en réalité, nous avons échoué. Et même, que nous avons échoué de façon catastrophique. Ce sera un échec plus grave pour l'Europe que le Vietnam ne l'a été pour les États-Unis. C'est ainsi que l'Histoire jugera cette guerre. J'en suis profondément convaincu. Mais, vous savez, la difficulté, c'est que — et dans une moindre mesure, cela s'est aussi produit pendant la guerre du Vietnam.

Depuis deux mille quatorze, on nous dit que nous gagnions, que nous allions gagner, que la Russie serait vaincue et que nous serions victorieux. Et puis, quand il faut passer à la caisse, les gens disent : « Attendez un peu. Vous ne nous disiez pas que nous gagnions, que la Russie serait vaincue, que son économie s'effondrerait, que les gens se retourneraient contre Poutine et que, finalement, nous fragmenterions la Russie en plusieurs petits États ? Alors, désolé, qu'est-ce qui a soudainement changé, pour que vous nous disiez maintenant que ce n'était pas possible ? Et maintenant, nous sommes beaucoup plus pauvres, et vous nous dites que nous devrions être enrôlés pour aller mourir dans une guerre ? » C'est une situation folle. Et, bien sûr, l'État profond y a joué un rôle disproportionné, à cause du manque de légitimité et du peu de temps passé au pouvoir par nos dirigeants élus.

#Glenn

Et à mesure que le récit change, c'est comme si on nous disait : « Ce n'est pas notre guerre », mais maintenant, il faut se préparer à la guerre. On nous dit, vous savez, que pendant toutes ces années, Poutine ou la Russie ont fait preuve de beaucoup de retenue pour éviter un conflit direct avec l'OTAN. Mais maintenant, il prévoirait une guerre directe avec l'OTAN. Ils ont sacrifié toute leur capacité de dissuasion. Je veux dire, des pays de l'OTAN aident désormais à lancer des missiles contre la Russie, et la Russie ne veut toujours pas déclencher une guerre mondiale en ripostant. Et pourtant, vous savez, ils prépareraient une attaque contre l'OTAN. Je veux dire, tous ces récits se contredisent. Et ce que vous disiez aussi sur le pétrole, ou l'énergie : von der Leyen et les Allemands continuent d'affirmer que c'est la Russie qui leur a coupé l'énergie.

Mais c'est, vous savez, comme vous le disiez, le récit est imperméable à la réalité. Mais je me demandais si, selon vous, cela pourrait nous mener vers la guerre. Parce que j'ai écouté des gens comme le Premier ministre slovaque, Robert Fico, mais aussi l'ancien président de la République tchèque. Je l'ai reçu sur ma chaîne il y a deux jours... non, pardon. Oui, c'était Václav Klaus. Et lui aussi a dit : « C'est la première fois de ma vie que j'ai peur de la guerre. » Parce que, eh bien, pour reprendre aussi ce que disait Fico, les responsables politiques européens se sont tellement enfoncés dans tous ces problèmes, et j'ajouterais aussi dans ces récits, dont ils ne peuvent plus se sortir, qu'ils pourraient même vouloir provoquer une guerre avec la Russie. Mais pourquoi provoquer une guerre qu'on ne peut pas gagner ? Ou bien pensez-vous que nous n'allons pas forcément dans cette direction ?

#Ian Proud

Je pense réellement que le risque de guerre est à son niveau le plus élevé depuis la Guerre froide. J'en suis vraiment convaincu, parce que... je ne vois aucun signe que les responsables politiques ordinaires, les décideurs de ce milieu, les journalistes au Royaume-Uni — il y a un alignement assez remarquable — ne semblent tous penser que c'est la bonne chose à faire. Qu'il faudrait faire la guerre. Et ce, malgré le fait que l'armée britannique n'a jamais été aussi réduite depuis mille huit cent vingt-trois. Bon, il n'y a qu'à enrôler les gens, les forcer plus ou moins à entrer dans l'armée et à aller faire la guerre.

Personne n'est disposé à parler d'une alternative. Donc oui, je veux dire, je pense qu'on s'est habitués à cette escalade progressive. On a ce Merz de BlackRock, et, euh, vous savez, son taux d'approbation est inférieur à dix pour cent. Apparemment, c'est le plus bas de tous les chanceliers allemands élus, en quelque sorte. Je veux dire, qu'est-ce qui va nous sauver ? Eh bien, ce sont les gens qui nous sauveront. Les électeurs nous sauveront en demandant réellement d'autres partis politiques, qui veulent vraiment adopter une autre approche. C'est pour ça que ce qui se passe en Allemagne en ce moment est vraiment, vraiment fondamental, je pense, en termes de basculement. Les électeurs choisissent de moins en moins les partis de la guerre. Et bien sûr, quand c'était le cas en Roumanie, quand c'était le cas en Hongrie, c'était facile. La Commission européenne pouvait simplement annuler les votes.

Mais je pense que ce sera plus difficile, dans les grandes puissances européennes, d'annuler les votes. Vous savez, la France a son élection présidentielle l'année prochaine. Marine Le Pen, pour la première fois, commence à dire un peu plus ouvertement que, en réalité, cette guerre va être stupide, et ainsi de suite. Au Royaume-Uni, on n'en est pas encore là. Reform continue plus ou moins à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. Donc, vous savez, je pense que le Royaume-Uni continuera d'être à la traîne sur ce sujet, avec des gens comme Jacob Rees-Mogg qui disent : eh bien, nous devrions tous être prêts à nous battre et à mourir. Mais pour quoi faire ? Enfin, pourquoi ne pourrions-nous pas vivre en paix ? Vous savez, nous avons eu cette guerre dévastatrice avec le Japon. Les Américains ont largué une bombe nucléaire sur le Japon. Et maintenant, le Japon est un grand allié.

Vous savez, nous avons connu cette guerre dévastatrice contre l'Allemagne nazie. Des millions de personnes sont mortes, la plupart, en réalité, en Union soviétique, pour vaincre l'Allemagne nazie. Et aujourd'hui, nous sommes alliés avec l'Allemagne. Enfin, pourquoi ne pas éviter la guerre et être simplement amis ? C'est ma question éternelle. Pourquoi ne peut-on pas laisser tomber cette histoire de guerre et être simplement amis ? Et personne ne peut apporter de réponse à cela, parce qu'ils sont animés par une haine absolue de la Russie. Cette haine est aggravée par le fait que la Russie a prouvé sa résilience face à plus de vingt mille sanctions. Elle est insultée au quotidien par nos responsables politiques. Ses frontières sont fermées. Des menaces pèsent sur ses citoyens lorsqu'ils se rendent dans des pays et des villes d'Europe : leurs visas pourraient être limités dans le temps, voire révoqués. Ou alors, il vaudrait mieux laisser les Russes rester en Russie et ne pas venir nous rendre visite.

Toute cette intimidation et ces menaces contre la Russie, au quotidien. Et, vous savez, je pense que plus la Russie ne répond pas, plus nous semblons nous mettre en colère. Donc, je veux dire, vous savez, le président Poutine est en quelque sorte coincé : que doit-il faire ? Je pense que l'approche mesurée qu'il a adoptée... C'est difficile d'employer le mot « mesurée » quand on est dans une guerre totale en Ukraine, soyons honnêtes. Mais en ce qui concerne l'escalade avec l'Europe, je pense que c'était la bonne approche. Parce que je pense — et ce n'est que mon analyse — qu'il observe la lente fragmentation du projet politique et économique européen. Et il se dit : en fait, je n'ai pas besoin d'escalader. Parce que, comme Scott Ritter me l'a dit hier, ils font très bien le travail de se détruire eux-mêmes. Alors, pourquoi devrais-je escalader ? Escalader ne ferait qu'augmenter le risque pour la Russie. C'est comme ça que je vois son calcul, aujourd'hui.

#Glenn

Oui, bon, c'est contre ces discours qui continuent malgré tout de perdurer. L'idée, c'est que la Russie peut absorber toutes les sanctions qu'on est capables de lui imposer. Qu'elle peut produire davantage de matériel militaire que l'ensemble de l'OTAN réuni. Mais qu'au fond, c'est toujours un peu une station-service qui se fait passer pour un pays. Qu'ils ne peuvent pas, vous savez, qu'ils restent arriérés. Ce genre de discours et de perceptions ne disparaît pas facilement. Mais, comme vous le dites, la stratégie en Ukraine échoue. Pourtant, les diplomates s'y accrochent. Selon vous,

quelle aurait été une approche diplomatique différente, plus idéale, si vous étiez encore dans ce service ? Je veux dire, ce qu'on entend — on n'entend pas beaucoup parler de règlements politiques. On entend beaucoup parler de cessez-le-feu, qui ne sont que des pauses temporaires. Oui. À quoi la Grande-Bretagne pourrait-elle raisonnablement aspirer ? Encore une fois, si vous ne gagnez pas une guerre, vous ne pouvez pas tout décider. Alors, quelle position raisonnable faudrait-il adopter ?

#Ian Proud

Eh bien, avant de répondre à cette question, je voudrais dire quelque chose au sujet des cessez-le-feu. C'est un point que les Européens défendent depuis très longtemps : la Russie devrait accepter un cessez-le-feu inconditionnel. Pourquoi la Russie n'accepterait-elle pas un cessez-le-feu inconditionnel ? Eh bien, la raison, c'est qu'elle a constaté à maintes reprises que, chaque fois qu'il y a une pause, l'un des deux camps se réarme, puis revient plus fort pour attaquer de nouveau. Et en fait, c'est exactement ce que les Américains ont fait avec l'Iran aussi. On dit : « Eh bien, on aura un cessez-le-feu », mais ensuite, au bout d'un certain temps, on rompt le cessez-le-feu, après avoir eu l'occasion de reconstituer nos stocks militaires. Donc, un cessez-le-feu n'est pas une solution.

Un cessez-le-feu, c'est juste appuyer sur le bouton pause. Ça permet aux deux camps de reprendre un peu d'énergie et de revenir se battre. Ce n'est vraiment dans l'intérêt de personne. Ce n'est certainement pas dans l'intérêt de la Russie. Franchement, ce n'est pas non plus dans l'intérêt de l'Ukraine. Et ce n'est pas dans notre intérêt. Ce qu'il nous faut, c'est une sorte d'accord. Et cet accord ne peut passer que par la diplomatie. Il ne peut arriver que lorsque l'Ukraine engage avec la Russie de véritables négociations diplomatiques, détaillées et techniques. Pas seulement des coups de communication orchestrés par Zelensky, du genre : « Retrouvez-moi à Istanbul si vous êtes assez courageux. Si vous ne l'êtes pas, répondez-moi par écrit. » Envoyer à Poutine une lettre pleine d'insultes, avec à la fin une petite remarque disant : « Bon, rencontrons-nous », comme si c'était une forme quelconque de diplomatie sérieuse.

La diplomatie, c'est difficile. La diplomatie, c'est s'asseoir dans une pièce et passer en revue une longue liste de sujets complexes et détaillés. Franchement, une liste énorme. Un peu comme ce qui s'est réellement passé à Gomel et à Istanbul, au début de la guerre, lors du célèbre accord qui a ensuite été torpillé par Boris Johnson et Victoria Nuland. La diplomatie exige un travail acharné. Ce n'est pas Zelensky qui rencontre Trump pendant quarante minutes à New York, hier. C'est plutôt des mois de préparation minutieuse, jusqu'à ce que les dirigeants puissent réellement se rencontrer. Le président Poutine peut rencontrer Zelensky, s'il est encore au pouvoir, ou la personne qui remplacera Zelensky s'il y a un quelconque changement de pouvoir.

Qui sait ce qui va se passer ? Enfin, ce processus prendra beaucoup de temps. Et je ne dis pas ça pour gagner du temps. C'est simplement le cas. Il y a tellement de sujets sur lesquels les deux parties ne sont pas d'accord. Il y a la question des territoires. La question des droits linguistiques des

minorités. La question des ultranationalistes et des nazis en Ukraine. Il y a la reconstruction de l'Ukraine. Il y a les enfants, et ce genre de choses. La liste est énorme. Il y a aussi la question des dépouilles que les deux camps détiennent encore et qu'il faut... Il y a la question des prisonniers.

Je veux dire, c'est une liste énorme. Il y a le statut futur, après la fin de la guerre, notamment la question de sa neutralité. Parce que, vous savez, la Russie n'acceptera pas un cessez-le-feu tant que l'OTAN dira : « Eh bien, l'Ukraine fait toujours partie de la famille de l'OTAN », en remettant la candidature à l'OTAN sur la table, en disant qu'on n'a pas encore abandonné ce rêve. Il faut clarifier que l'Ukraine ne rejoindra jamais l'OTAN. Il faut aussi que les Européens déterminent quel sera l'avenir européen de l'Ukraine. Je veux dire, la liste est immense. Ça va prendre du temps, et cela exige que les Européens adhèrent à cette démarche. Or, ils ne l'ont pas fait.

Et Zelensky n'est absolument pas d'accord. Je veux dire, il ne veut pas que la guerre se termine parce que, de son point de vue, si la guerre s'arrête, sa carrière politique est terminée. Les sondages indiquent qu'il ne gagnerait pas une élection. La diplomatie doit revenir dans la discussion, mais les Européens et les Britanniques s'en sont écartés. Tant qu'ils n'y reviendront pas, la guerre va simplement s'éterniser. Je dis depuis une grande partie de cette année que la guerre va durer jusqu'en deux mille vingt-sept. J'ai dit plus tôt cette année que, même après que les Européens ont accepté quatre-vingt-dix milliards supplémentaires, les Ukrainiens reviendraient en septembre demander encore de l'argent.

Ils m'ont devancé en revenant en août pour demander davantage d'argent. C'est aussi très prévisible. Vous savez, on le dit depuis un moment. Dès qu'on arrive à l'hiver, le système énergétique ukrainien va être pilonné. Les attaques de drones vont reprendre, et il sera donc plus difficile de défendre le ciel. Ils doivent donc entamer cette diplomatie dès maintenant. Et même s'ils s'y mettent maintenant, il y a très peu de chances qu'ils parviennent à conclure un accord avant le début de la campagne de bombardements stratégiques de l'hiver. Franchement, je ne vois aucun signe que cela va se produire. Donc oui, c'est tout à fait vrai.

#Glenn

Je voulais vous interroger sur la position américaine dans cette affaire. Parce que, pendant sa campagne présidentielle, Trump a évoqué à plusieurs reprises l'élargissement de l'OTAN comme étant à l'origine de tout cela. Donc, en quelque sorte, il fallait retirer cette question de la table. Et c'est d'ailleurs ce que Pete Hegseth a dit au cours des deux premiers mois de la présidence Trump — enfin, de son second mandat. Il a dit qu'il fallait écarter l'élargissement de l'OTAN, qu'il ne devait pas y avoir de garanties de sécurité, et qu'il fallait accepter des concessions territoriales. Depuis son retour au pouvoir, Trump n'en a pratiquement plus parlé. Maintenant, il dit que Poutine et Zelensky se détestent. Comment comprendre cela ? Parce qu'il essaie aussi, désormais, de conclure un accord avec Zelensky pour ne pas frapper les raffineries de pétrole russes. Mais les Américains sont sûrement très impliqués dans cette opération. Alors, est-ce simplement que Trump ne contrôle pas la situation ? Ou est-ce qu'il est tout simplement trompeur ?

#Ian Proud

Je pense que Trump a perdu tous ses leviers. Et la réunion d'hier... J'ai publié ce matin un article dans Responsible Statecraft sur la réunion qu'ils ont eue hier. Zelensky peut regarder Trump et comprendre qu'en novembre, il aura probablement encore moins de marge de manœuvre, parce qu'il y a de fortes chances que les démocrates remportent les deux chambres du Congrès. Zelensky le sait. Et, en fait, depuis que Trump est arrivé au pouvoir, Zelensky s'appuie de nouveau sur ses alliés européens. Ils le soutiennent dans sa résistance aux efforts des États-Unis pour négocier une forme de règlement pacifique du conflit. Et maintenant, Zelensky voit que Trump va bientôt devenir un président en fin de mandat. Il n'a donc pas besoin de faire beaucoup d'efforts. Parce qu'en novembre, la balle reviendra dans le camp de von der Leyen, de Kaja Kallas et de Merz, de BlackRock. Et ils continueront à lui dire qu'il fait ce qu'il faut, et qu'il doit simplement continuer.

Donc, je pense... enfin, je pense vraiment qu'il y a une part de sincérité chez Trump dans sa volonté de mettre fin au conflit en Ukraine. Lors de son premier mandat, il voulait avoir de meilleures relations avec Poutine. Mais il était coincé par des gens comme Lindsey Graham et par le projet de loi sur les sanctions CAATSA. Cette fois-ci, il a essayé. Il avait bien commencé, mais la politique de Washington l'a de nouveau rattrapé. Et, très franchement, la guerre en Iran lui a laissé zéro marge de manœuvre. C'est devenu impossible, parce que dès que la guerre en Iran a commencé, cela a encore durci la position des Européens. Ils n'allaient pas laisser Zelensky faire la moindre concession à Trump. Et maintenant, avec les élections de mi-mandat, Trump apparaît comme une figure de plus en plus marginale. C'est regrettable, parce que je crois sincèrement que ses intentions étaient les bonnes. Mais il n'avait tout simplement pas le capital politique nécessaire pour aller jusqu'au bout, face à la résistance européenne.

#Glenn

Eh bien, l'une de mes principales inquiétudes, c'est que, disons, l'Ukraine commence à s'effondrer demain, et que les Européens réalisent qu'au fond, ils ont peut-être besoin d'un accord. Comme vous l'avez dit, cela prendra du temps. On aurait espéré que nos diplomates se parlent. Qu'il y ait au moins les grandes lignes d'un accord, une compréhension commune : d'accord, cette guerre a commencé à cause de l'élargissement de l'OTAN. Nous devons trouver un arrangement neutre pour mettre fin à cette compétition en matière de sécurité.

Et, vous savez, quelques idées générales sur les territoires disputés ou, vous savez, sur ce qu'il faudrait faire concernant la langue russe et ces droits humains fondamentaux. Mais il n'y a rien de vraiment concret. Alors, si les choses commencent à se dégrader demain, qu'est-ce qu'ils sont censés faire ? Effectuer une première visite et commencer à définir les possibilités d'une rencontre mutuelle ? On semble tellement éloignés les uns des autres. Et pas seulement parce que la guerre

du depuis si longtemps, mais aussi parce qu'il n'y a encore eu aucune diplomatie. Que pourrait faire l'Union européenne dans ce cas ? Est-ce qu'on pense que, s'ils se retrouvent dans une guerre directe avec la Russie, les Américains s'impliqueront ? Ou est-ce que vous jugez cela peu probable ?

#Ian Proud

Je pense que les Européens sont dans le déni total. Et comme je l'ai dit au début, il s'agit de sens de l'État. Il s'agit du type de dirigeants élus que l'on a. Kaja Kallas et Ursula von der Leyen ne sont pas élues, mais, vous savez, Baerbock, Merz, Macron et Starmer, eux, sont élus. Et même s'il n'a pas été soumis à une élection, vous savez, il fut un temps où Zelensky aussi avait été élu, n'est-ce pas ? Voilà donc les types de personnes qui sont aux commandes. Ce sont elles qui devraient vouloir agir dans l'intérêt supérieur de leur État, et elles ne le font pas. Enfin, Zelensky agit dans son propre intérêt. Dieu seul sait quels intérêts servent Kallas et von der Leyen, à part renforcer encore les pouvoirs de leur bureaucratie non élue à Bruxelles.

Personne ne semble vraiment penser à placer les intérêts de l'État ukrainien au-dessus de ses ambitions personnelles et de son antagonisme personnel envers la Russie. C'est la première chose. Je veux dire, l'Ukraine est déjà en train de s'effondrer. Est-ce qu'elle va s'effondrer ? Elle s'effondre déjà. Sa population adulte, en âge de travailler et au-delà... cinquante pour cent sont désormais des retraités. Sa population représente presque la moitié de ce qu'elle était au moment de l'effondrement de l'Union soviétique. Son économie fonctionne grâce à des prêts de trésorerie accordés par l'Europe. Toutes sortes d'atteintes aux droits humains sont commises. Il n'y a pas eu d'élections. On peut avancer l'argument de la loi martiale à ce sujet, mais il est clair que les Ukrainiens veulent des élections. La corruption est débridée. Les villes sont bombardées. Pendant une grande partie de l'hiver, ils n'auront ni énergie ni chauffage.

Je veux dire, tout s'effondre déjà, Glenn. Et c'est le cas depuis quelques années, depuis le début de cette guerre stupide. Mais les gens s'en moquent, parce que les grands médias occidentaux n'en parlent pas. C'est donc comme chez Descartes : si on ne le voit pas, ça n'existe pas. Vous savez, on continue comme si de rien n'était. On regarde Strictly Come Dancing, dont la nouvelle saison a commencé. Le Meilleur Pâtissier britannique a commencé aussi. On a plein de choses pour flatter nos sens. Et bien sûr, la BBC nous abrute avec une dose quotidienne de propagande gouvernementale, tout comme les grands journaux. Alors, vous savez, on ne sait même pas. Je veux dire, l'Ukraine n'existe même pas, sauf que, vous savez, on est en train de battre la Russie, et c'est ça le plus important. Et je parais cynique, mais c'est ça, la réalité. Je veux dire, vous savez, il nous faut des hommes et des femmes d'État qui prennent leurs responsabilités. Et on n'en a tout simplement pas.

#Glenn

Zelensky n'est en aucun cas un homme d'État.

#Ian Proud

Il fera n'importe quoi pour que cette guerre continue. Lors de la conférence de l'ES, ils ont même dit — cette conférence organisée par Pinchuk, à laquelle Boris Johnson a participé — qu'il leur fallait juste assez de missiles, assez d'argent, pour continuer à se battre jusqu'en avril deux mille vingt-six. Les Ukrainiens veulent continuer à se battre pendant l'hiver. C'est ce qu'ils ont dit. Regardez les conclusions de la conférence américaine. Alors qu'il est évident pour tout le monde que l'ensemble de leur système d'infrastructures va être durement frappé pendant l'hiver. Des gens mourront de froid. Des gens n'auront plus d'éclairage, ni ce genre de choses. C'est terrible que cela arrive. Personne ne souhaiterait que ces bombardements stratégiques aient lieu. C'est vraiment épouvantable. Mais c'est une guerre. Et c'est une guerre que Zelensky ne veut pas terminer. C'est une guerre que les Européens ne veulent pas terminer. Et c'est pour cela que, malheureusement, l'Ukraine est en train de s'effondrer, et ce depuis déjà quelque temps.

#Glenn

Encore une fois, c'est le récit qu'on nous sert : les Ukrainiens veulent continuer. Ils veulent gagner cette guerre. Mais qui sont ces Ukrainiens ? Parce qu'il y a quand même des faits. On peut regarder les sondages. Ils montrent que la plupart des Ukrainiens veulent désormais un règlement négocié. Et pourtant, pour les Européens, ça se traduit par : « Nous ne voulons pas parler aux Russes. » Et au lieu d'entamer des discussions, on va à Kiev pour leur dire de commencer à mobiliser des femmes, afin de compenser le manque d'effectifs. Enfin, c'est... Et tout ça peut être présenté sous l'étiquette, vous savez, d'aider l'Ukraine, de la soutenir.

C'est... Je pense qu'à un moment donné, ce récit va bien devoir commencer à se fissurer un peu, parce que... comme vous l'avez dit, tant de choses ont été ignorées, depuis la busification et tout le reste. Et tout cela, le fait d'ignorer la détresse des Ukrainiens, se fait toujours, au fond, pour maintenir la guerre. La logique, c'est : bon, les Ukrainiens le veulent, mais Zelensky le veut. Et on lui verse beaucoup d'argent parce qu'il le veut. Donc... oui, j'ai simplement le sentiment que ça ne peut pas continuer encore très, très longtemps. En tout cas, cet hiver s'annonce très, très difficile. Avez-vous une dernière réflexion avant que nous terminions ?

#Ian Proud

Non, c'est tout. Je veux dire, vous savez, on ne voit pas... Enfin, en réalité, on voit un peu plus de couverture de ce qui se passe en Iran, n'est-ce pas ? Vous savez, il y a eu un peu plus de reportages honnêtes sur, vous savez, des jeunes filles tuées, en quelque sorte, par un missile Tomahawk américain dans leur école, et ce genre de choses. Il y a un peu plus d'informations. Il y a un peu plus d'informations sur ce qui se passe à Gaza. Il y a un peu plus d'informations sur ce qui se passe au Liban et en Cisjordanie. Mais c'est presque comme s'il y avait un black-out médiatique sur l'Ukraine. Et c'est tragique, vous savez, parce que... En gros, les dirigeants occidentaux cachent la vérité. Je veux dire, ils cachent la vérité parce qu'ils échouent. Et, à un moment donné, ils vont

devoir admettre qu'ils échouent et qu'ils ont échoué envers l'Ukraine. Et leurs électeurs ne vont pas apprécier. Leurs électeurs vont commencer à se mobiliser, comme ils l'ont fait en Saxe, en Hesse et ailleurs, et dire : nous ne voulons pas de dirigeants comme vous, qui nous mentent, nous rendent moins en sécurité et nous appauvrissent.

Vous savez, nous voulons des dirigeants. Et puis, les politiciens restent des politiciens. Je veux dire, on peut se demander si la démocratie existe vraiment. Mais au moins, dans notre système, vous savez, on peut se débarrasser des gens au bout d'un certain temps. Mais bien sûr, cela fait aussi partie du problème. Parce que, vous savez, quand on écarte des dirigeants élus, ça finit presque par se renforcer tout seul. Et qu'est-ce qu'il reste, alors ? Il reste l'État profond. Donc, je ne sais pas vraiment comment résoudre cette situation, cette sorte de crise démocratique. Je pense que nous faisons face à une crise démocratique en Europe, dont la guerre en Ukraine est, vous savez, une manifestation terrible.

#Glenn

Eh bien, merci beaucoup d'avoir pris le temps. Et où est-ce que les gens peuvent vous trouver ?

#Ian Proud

Eh bien, j'ai ma propre chaîne YouTube, que j'ai lancée récemment. Elle s'appelle « The Peacemonger », sur Ian Proud. Donc, surtout, allez voir ma chaîne YouTube, « The Peacemonger ». Glenn, je vous y ai déjà interviewé à plusieurs reprises. J'ai aussi reçu John Mearsheimer, Jeff Sachs, et d'autres personnes formidables. Nous en parlions hier. Alors, s'il vous plaît, retrouvez-moi là-bas et continuez à soutenir mon travail. Je vous en serais vraiment, vraiment reconnaissant. Merci infiniment.

#Glenn

Je laisserai un lien dans la description.

#Glenn

Et, bon, merci encore.

#Ian Proud

Santé, Glenn.